

> Qu'est-ce qu'un syndicat représentatif dans l'entreprise ? : Certification et publicité des comptes des organisations syndicales

L. 2135-2

LOI n°2012-387 du 22 mars 2012 - art. 57

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les syndicats professionnels et leurs unions et les associations de salariés ou d'employeurs mentionnés à l'article **L. 2135-1** qui contrôlent une ou plusieurs personnes morales au sens de l'article **L. 233-16** du code de commerce, sans entretenir avec elles de lien d'adhésion ou d'affiliation, sont tenus, dans des conditions déterminées par décret pris après avis de l'Autorité des normes comptables :

- a) Soit d'établir des comptes consolidés. L'article **L. 823-2** du code de commerce n'est pas applicable lorsque les ressources de l'ensemble constitué par les syndicats professionnels et leurs unions et les associations de salariés ou d'employeurs et les personnes morales qu'ils contrôlent ne dépassent pas, à la clôture d'un exercice, le seuil mentionné à l'article **L. 2135-6** du présent code ;
- b) Soit de fournir, en annexe à leurs propres comptes, les comptes de ces personnes morales, ainsi qu'une information sur la nature du lien de contrôle. Dans ce cas, les comptes de ces personnes morales doivent avoir fait l'objet d'un contrôle légal, sauf lorsque les ressources de l'ensemble constitué par les syndicats professionnels et leurs unions et les associations de salariés ou d'employeurs et les personnes morales qu'ils contrôlent ne dépassent pas, à la clôture d'un exercice, le seuil mentionné au même article **L. 2135-6**.

L. 2135-3

Ordonnance n°2009-79 du 22 janvier 2009 - art. 6 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les syndicats professionnels de salariés ou d'employeurs, leurs unions et les associations de salariés ou d'employeurs mentionnés à l'article **L. 2135-1** peuvent, lorsque leurs statuts le prévoient, établir des comptes combinés intégrant la comptabilité des personnes morales et entités avec lesquelles ils ont des liens d'adhésion ou d'affiliation, dans des conditions déterminées par décret pris après avis de l'Autorité des normes comptables.

L. 2135-4

LOI n°2008-789 du 20 août 2008 - art. 10

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les comptes sont arrêtés par l'organe chargé de la direction et approuvés par l'assemblée générale des adhérents ou par un organe collégial de contrôle désigné par les statuts.

L. 2135-5

Ordonnance n°2009-79 du 22 janvier 2009 - art. 6 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les syndicats professionnels de salariés ou d'employeurs, leurs unions et les associations de salariés ou d'employeurs mentionnés à l'article **L. 2135-1** tenus d'établir des comptes assurent la publicité de leurs comptes dans des conditions déterminées par décret pris après avis de l'Autorité des normes comptables.

Le premier alinéa est applicable au syndicat ou à l'association qui combine les comptes des organisations mentionnées à l'article **L. 2135-3**. Ces organisations sont alors dispensées de l'obligation de publicité.

Réemment au Bulletin de la Cour de Cassation

- > Soc., 2 février 2022, n° 21-60.046, (B), FRH [[ECLI:FR:CCASS:2022:SO00163](#)]
- > Soc., 10 février 2021, n° 19-18.040 (P) [[ECLI:FR:CCASS:2021:SO00214](#)]

L. 2135-6

LOI n°2019-486 du 22 mai 2019 - art. 27

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les syndicats professionnels d'employeurs, leurs unions et les associations d'employeurs mentionnés à l'article **L. 2135-1** qui souhaitent établir leur représentativité sur le fondement du titre V du présent livre Ier sont tenus de nommer au moins un commissaire aux comptes et, lorsque les conditions définies au deuxième alinéa du I de l'article **L. 823-1** sont réunies, un suppléant.

L'obligation prévue au premier alinéa du présent article est applicable aux syndicats professionnels de salariés, à leurs unions, aux associations de salariés mentionnés au même article **L. 2135-1** et aux syndicats